

du cabinet anglais, parce qu'ils ne croyaient pas le moment opportun pour le pays d'entrer en guerre, mais personne ne songea à mettre en doute leur loyauté. De même, Ramsay MacDonald conserva durant toute la guerre une attitude hostile, à tel point qu'il fut effectivement traité de traître. Mais la Grande-Bretagne en fit plus tard son premier ministre. J'ai lu récemment deux fortes critiques contre M. Chamberlain, l'une par Graham Hutton dans l'*Atlantic Monthly*, l'autre par l'un des rédacteurs du *London Economist*. J'ai lu aussi vers le même temps, dans une autre revue, une critique très sévère par Wickham Steed, ancien rédacteur du *London Times*. D'autres ont critiqué librement: Churchill, Lloyd George et Duff-Cooper, par exemple. Mais personne ne les taxe de déloyauté. Je ne fais pas entrer Anthony Eden dans le même groupe que ceux-là, parce qu'il a adopté une attitude plus digne et s'est placé sur un plan plus élevé. Mais ceux que j'ai nommés se sont érigés en critiques de l'attitude que prenait le gouvernement britannique et personne ne les a attaqués. Leur droit de citoyen britannique est reconnu. C'est une démonstration de la liberté de pensée et de parole qui existe de si admirable façon dans les Iles britanniques.

Au Canada, par contre, on est très souvent critiqué de paraître avoir sa propre opinion, tandis qu'il faut se rappeler que le plus humble électeur de Glasgow, de Belfast ou de Londres exerce, par son vote, un contrôle plus étendu sur la politique étrangère de la Grande-Bretagne qu'aucun électeur de ce pays. Pour ma part, je réclame pour nous Canadiens le même droit de former et d'exprimer notre opinion que possèdent les citoyens des Iles britanniques. Je refuse de souscrire à aucune doctrine d'infériorité qui nous reléguerait au rôle de simples pions sur l'échiquier international.

C'est la première fois que nous pouvons réellement discuter dans cette enceinte de la situation internationale et qu'il nous est donné d'étudier effectivement la crise de septembre dernier. Il est vrai que le premier ministre (M. Mackenzie King) y a fait quelque allusion dans son discours sur l'Adresse et qu'il y est revenu aujourd'hui. Sans chercher à entamer de discussion sur ce point je dois avouer que ces observations de janvier m'ont laissé une impression différente de celle que je dégage de son discours d'aujourd'hui. A tout événement, c'est son affaire, et non la mienne. Voici ce qu'il disait le 16 janvier, tel que le rapporte le compte rendu de la Chambre, page 54:

Aussi bien le dire à présent, au début de cette session, puisque ce sera l'attitude constante du Gouvernement, avant que ce pays entre en guerre le Parlement sera consulté.

Il cite ensuite les souvenirs de l'honorable E. M. Macdonald, puis ajoute:

En lisant l'ouvrage de M. Macdonald, je suis arrivé à un exposé de l'attitude des libéraux au sujet de la participation du Canada dans des conflits qui peuvent éclater dans d'autres parties du monde et de l'attitude prise par le très honorable sir Wilfrid Laurier il y a au moins trente ans. Je tiens à en donner lecture ce soir parce que, au moment où il fut formulé, il exprimait bien l'attitude des libéraux au sujet de la guerre et des rapports entre ce pays et les autres pays en temps de guerre. Cet exposé de l'attitude libérale fut accepté à l'époque; c'est un exposé qui fait connaître l'attitude libérale qui a toujours prévalu depuis, et je tiens à le citer comme l'exposé de l'attitude libérale d'aujourd'hui et celle qui continuera à prévaloir tant que durera la présente administration libérale.

Puis il continue:

A la page 331 de son ouvrage, faisant allusion au débat qui eut lieu à la Chambre des communes en 1910, au sujet de la loi du service naval, l'auteur cite les paroles suivantes de sir Wilfrid Laurier, prononcées au cours de ce débat:

"Je suis Canadien d'abord et jusqu'au bout, et je ne cesse un seul instant de l'être. Je suis sujet britannique par naissance, par tradition, par conviction, par la conviction que les institutions britanniques ont apporté à ma terre natale une sécurité et une liberté qu'aucun autre régime n'aurait pu lui procurer."

Puis ces autres paroles dans la même occasion:

"Si l'Angleterre est en guerre nous sommes en guerre et exposés aux attaques. Je ne dis pas que nous serons toujours attaqués, je ne dis pas non plus que nous prendrions part à toutes les guerres de l'Angleterre; seules les circonstances sur lesquelles le parlement canadien sera appelé à se prononcer et à formuler un jugement aussi éclairé que possible nous guideront en la matière."

Il me semblait alors comme maintenant que c'était une opinion bien tranchée que le premier ministre avait exprimée, et je l'ai alors interprétée comme la plupart des gens l'ont fait. Si le très honorable député a été mal interprété, il a cherché aujourd'hui à rectifier cette fausse impression.

Je tiens à rappeler des paroles prononcées par quelques autres anciens chefs canadiens tant libéraux que conservateurs, relativement à la situation du Canada dans l'Empire. Avant et depuis 1910, divers chefs ont tenu des opinions différentes en diverses occasions et je vais en rappeler quelques-unes. N'allez pas croire, je vous prie, que je vais parcourir toute la gamme. Je citerai ce que sir John A. Macdonald, ce fameux chef conservateur, a dit au sujet de la guerre du Soudan en 1885. Ecrivain alors à sir Charles Tupper, le 12 mars 1885, sir John Macdonald exprime son avis relativement à l'envoi de troupes au Soudan. Il se prononçait contre l'envoi de troupes canadiennes. Voici le passage:

... nous sommes d'avis que ce n'est ni le temps ni l'occasion d'offrir une aide militaire à la mère patrie.